

Communiqué coordination étudiante réunie à Anger les 28 et 1er mars 2009

Nous étudiants de 57 universités, réunis en coordination nationale à Angers les 28 février et 1er mars appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation en cours contre la casse de l'université publique et de nos diplômes.

Le 1er ministre François Fillon a fait de premières annonces en réponse à la mobilisation : réécriture du décret sur le statut des enseignant-chercheurs, pas de suppressions de postes dans l'enseignement supérieur en 2010 et 2011 et la mise en place d'une commission de suivi de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants.

Ces annonces sont insuffisantes et ne répondent pas aux principales revendications de la mobilisation qui touche la majorité des universités depuis un mois maintenant.

Les annonces de Fillon prouvent que le gouvernement craint cette mobilisation qui rassemble l'ensemble de la communauté universitaire : enseignants, étudiants et personnels. C'est pourquoi nous appelons les étudiants à poursuivre et à amplifier la grève pour obtenir satisfaction sur nos revendications

Nous exigeons l'abrogation immédiate de la LRU sans conditions, ni négociations.

Nous soutenons l'ensemble des revendications de la Coordination Nationale Universitaire (CNU) qui appelle à la convergence des luttes de la maternelle à l'enseignement supérieur et pour la première fois à l'abrogation de la LRU.

Nous refusons les attaques qui frappent l'enseignement supérieur depuis plusieurs années maintenant et qui visent à soumettre l'université aux besoins des entreprises, à des logiques de compétitivité et de rentabilité. Le Plan campus, le plan licence (qui s'inscrivent dans la logique de la stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne) mettent en concurrence les universités entre elles, soumettent le contenu des diplômes aux besoins immédiats du marché, individualisent les diplômes et cassent les garanties collectives des futurs salariés. L'application de la LRU renforce de manière importante cette logique, c'est elle qui permet aujourd'hui la mise en place des nouveaux décrets. C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de la LRU et de ses conséquences : le retrait du décret sur l'allocation des moyens, le retrait du contrat doctoral unique.

Nous exigeons un système d'aide sociale étudiant sur critères sociaux permettant de lutter contre la sélection sociale à l'université accrue par la LRU.

Nous exigeons le retrait pur et simple du décret sur le statut des enseignant-chercheurs. La mesure de modulation de service, qui est le cœur de cette réforme, va dégrader considérablement les conditions de travail des enseignant-chercheurs en réduisant leurs possibilités de faire de la recherche. Cette mesure va faire de l'enseignement une sanction. En déconnectant l'enseignement de la recherche, la qualité des enseignements et donc de nos diplômes va en pâtir.

Nous exigeons le retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants (réforme dite des IUFM). Cette réforme ne fait que dégrader la formation des enseignants, en ouvrant les concours à bac + 5, elle ne fait qu'augmenter la sélection et en supprimant l'année de stages rémunérés après le concours, elle aggrave la sélection.

Nous appelons donc l'ensemble des enseignants et des étudiants à se mettre en grève et à faire cesser l'ensemble des cours par tous les moyens nécessaires (piquets de grève, blocages, barrages filtrants,...). L'arrêt des cours est le seul moyen pour permettre à tous les étudiants de pouvoir se mobiliser et de pouvoir dégager du temps libre pour construire la mobilisation. Sur les facs, nous devons briser la routine et mettre en place des piquets de grève, chercher à convaincre la majorité des étudiants de s'impliquer activement dans la grève.

La destruction du service public de l'enseignement supérieur, les suppressions de postes, s'inscrit dans une casse générale de tous les services publics (hôpitaux, poste). L'individualisation de nos diplômes aujourd'hui c'est accroître la mise en concurrence des salariés sur le marché du travail demain (casse de nos statuts, de nos salaires).

L'ensemble de nos protections collectives gagné hier est consciemment détruit aujourd'hui par la classe dirigeante.

C'est pour cela que la grève doit être généralisée à l'ensemble des secteurs aujourd'hui victimes de ces attaques. De même que l'ensemble de nos revendications sont légitimes, l'ensemble des revendications des

habitants d'Outre-mer doivent être satisfaites. La combativité des travailleurs d'Outre-Mer, dans l'unité contre la classe dirigeante reste un exemple pour le mouvement social en France.

Nous exigeons la régularisation massive et sans conditions de tous les étudiants sans-papiers. Une carte étudiante=une carte de séjour.

Contre la casse du service public d'éducation, de la maternelle à l'université nous soutenons l'appel à la réunion des Etats Généraux de l'enseignement supérieur, pour que les étudiants prennent toute leur place dans la construction d'un projet alternatif progressiste pour l'enseignement supérieur.

Nous appelons l'ensemble de l'éducation, enseignants du primaire et du secondaire, lycéens, à se joindre à nous pour la défense de l'éducation publique, à rejoindre la grève et les manifestations appelées par la coordination des universités.

Nous appelons à une journée d'action en direction du reste de l'éducation le mardi 3 Mars : nous invitons l'ensemble des universités à aller distribuer des tracts devant les lycées, les collèges ou les écoles pour les inviter à rejoindre la mobilisation. Nous appelons à une journée de manifestation le jeudi 5 mars.

Nous restons mobilisés pour obtenir :

- Abrogation de la LRU
- Retrait du plan licence
- Retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs
- Retrait de la réforme du recrutement et formation des enseignants
- Retrait de la réforme de l'allocation des moyens, pour des financements 100% publics
- Pour l'embauche massive de personnel dans l'enseignement supérieur
- Pour la mise en place d'un véritable système d'aides sociales étudiant basé sur des critères sociaux
- Cadrage national des diplômes
- Titularisation de tous les personnels BIATOSS, ainsi que de tous les personnels du CROUS.